

# Les agences de notations attaquées par leurs victimes

Par Guillaume Guichard – Le 09 mai 2011

**Athènes qui réfute la baisse de la note grecque, des économistes portugais qui les traînent devant la justice... Moody's, Standard & Poor's et Fitch sont à nouveau sous le feu des critiques.**

Alors que la Grèce et le Portugal se sont vus dégrader à tour de bras par les agences de notation ces derniers mois, les dirigeants protestent contre ces messagers de mauvaises nouvelles. Dernier épisode en date de ce combat inégal, le ministère des Finances grec a déclaré ce lundi qu'il rejetait le nouvel abaissement de sa note par Standard & Poor's. Une décision « sans validité », a-t-il jugé.

« Cette dégradation intervient dans une période où aucune nouvelle information ou décision aggravant la situation de la Grèce n'est intervenue depuis la précédente évaluation, il y a un mois », a développé le ministère dans un communiqué. Or, « les décisions des agences de notation doivent être fondées sur des éléments, décisions et une réelle évaluation des données de chaque économie. Sinon, leur validité est mise en doute. »

## «Pratiques abusives»

Au Portugal, autre pays visé récemment par des dégradations de note, quatre économistes ont porté plainte contre les agences de notation pour « pratiques abusives » ayant provoqué de « graves dommages aux intérêts de l'Etat et du peuple portugais ». Une enquête a été ouverte le 3 mai dernier, révèle le quotidien *Diario Economico*. Le mois dernier, c'est Jean-Claude Trichet lui-même, le président de la Banque centrale européenne, qui reconnaissait que la « très grande concentration » des agences « posait problème ». Elles ne sont que trois : Standard & Poor's, Moody's et Fitch.

Les agences de notation sont, depuis le début de la crise des dettes souveraines, accusées d'alimenter une spirale infernale pour les pays attaqués par les marchés. Alors que les situations financières de la Grèce, de l'Irlande ou du Portugal se détériorent, leurs taux d'intérêt augmentent, alourdissant du même coup la charge de la dette. Pour refléter l'aggravation de la situation, les agences dégradent à leur tour la note des pays et ces décisions provoquent à nouveau des hausses de taux d'intérêt.

## «Cible facile»

« Les agences constituent une cible facile pour les politiques, cela leur permet de donner le change », relativise un économiste de banque. « Surtout qu'elles n'ont pas été brillantes depuis le début de la crise: elles sont passés à côté du désastre des subprimes et elles n'ont pas vu arriver les problèmes de dette souveraine en zone euro. » Jusqu'à début 2010, tous les pays de la zone bénéficiaient en effet de notes flatteuses. Même la Grèce, alors que sa dette représentait déjà plus de 120% de son produit intérieur brut.

Un pays à l'équilibre précaire semble toutefois échapper (momentanément?) à la sévérité des agences: la Belgique. Depuis 11 mois sans gouvernement, le pays plat avait été pressé de résoudre sa crise politique. Mais samedi soir, le premier ministre par intérim Yves Leterme a lancé sur son compte Twitter « Standard & Poor's moins pressante ». Sous étroite surveillance, la Belgique ne devrait donc pas être dégradé dans l'immédiat. Un plan de rigueur adopté en avril vise l'équilibre des comptes publics belges en 2015.